

Indien de overtreder in gebreke blijft bij de betaling van de geldboete, verlangt de Regering van een gerechtsdeurwaarder dat hij de in artikel 24 bedoelde beslissing aan de schuldenaar van de geldboete betekent.

De betekening bevat het bevel tot betaling, op straffe van uitvoering door inbeslagneming volgens de vormen en binnen de termijnen voorgeschreven door het Strafrechtelijk wetboek, alsook een rechtvaardiging van de geëiste sommen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepaling

Art. 28. Onverminderd artikel 9, § 3, lid 2 :

1° beschikken de operatoren, leveranciers en gebruikers van thermische-energienetten waarvan de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling of voor een milieuvergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vóór de inwerkingtreding van dit decreet wordt ingediend, over een termijn van twee jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om aan dit decreet te voldoen, met uitzondering van de netten die gelegen zijn op de industrieterreinen;

2° is dit decreet van toepassing op de operatoren, leveranciers en gebruikers van thermische-energienetten waarvan de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling of voor een milieuvergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vanaf de inwerkingtreding van dit decreet wordt ingediend.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 oktober 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2019-2020.

Stukken van het Waals Parlement, 229 (2019-2020) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 14 oktober 2020.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/204325]

15 OCTOBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'un alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, article 37, modifié par le décret du 22 mai 2008 et le décret du 16 février 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards;

Vu le rapport du 11 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mai 2020;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Nature », donné le 29 juin 2020;

Vu l'avis 67.840/4 du Conseil d'État, donné le 23 septembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'objectif de la Déclaration de Politique suivant lequel « le Gouvernement visera notamment à mettre en œuvre progressivement, au cours de la législature, un réseau écologique fonctionnel grâce entre autres à [...] la plantation de 4.000 km de haies en milieu ouvert et/ou d'un million d'arbres »;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards est un des principaux leviers pour favoriser la mise en œuvre de cet objectif;

Considérant qu'il convient d'apporter des modifications à cet arrêté afin, d'une part, de simplifier les procédures d'octroi et de liquidation des subventions et, d'autre part, d'adapter certains montants de subventions pour les rendre plus attractifs;

Sur la proposition de la Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° l'alignement d'arbres : l'ensemble des arbres plantés sur une seule ou sur une double rangée;

2° l'arbre têtard : l'arbre dont la morphologie est modifiée par étêtage du tronc et coupes successives à intervalles réguliers des rejets partant du niveau où le tronc a été étêté;

3° l'arbuste : le végétal ligneux n'atteignant pas 7 m de hauteur à l'état adulte;

4° le Département : le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

5° l'espèce entomophile : l'espèce végétale pollinisée par les insectes;

6° la haie vive : l'ensemble d'arbustes ou d'arbres plantés à faible distance les uns des autres de façon à constituer un cordon arbustif dense, d'une largeur maximale de dix mètres de pied à pied, qui se présente sous une des formes suivantes :

a) la haie taillée est la haie maintenue à une largeur et une hauteur déterminée par une taille fréquente;

b) la haie libre est la haie de hauteur et largeur variables dont la croissance n'est limitée que par une taille occasionnelle;

c) la haie brise-vent est la haie libre qui, outre des arbustes, comporte des arbres et qui peut devenir épaisse par la plantation de plusieurs rangs;

6° la Ministre : la ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions;

7° la parcelle : la parcelle reprise au plan cadastral;

8° le rang : la rangée d'arbustes ou d'arbres;

9° le taillis linéaire : la plantation d'un ou de plusieurs rangs d'arbres ou arbustes, d'une largeur maximale de dix mètres destinés à être recépée;

10° le verger : la plantation d'arbres fruitiers de variétés anciennes de haute-tige, avec un tronc d'une hauteur minimale d'un mètre quatre-vingts. ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° le projet de plantation réalisé sur un terrain situé en zone forestière; »;

b) dans l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots « avec ou » sont abrogés;

c) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Pour un même élément, le bénéficiaire a uniquement droit à un type de subvention découlant du présent arrêté : plantation de haie vive, de taillis linéaire, de verger ou d'alignement d'arbres ou entretien d'arbres têtards.

Pour un même élément, la subvention octroyée en vertu du présent arrêté ne peut être cumulée avec une autre subvention. ».

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° la personne physique qui, soit possède un droit de propriété ou est titulaire d'un autre droit réel emportant l'usage de la parcelle ouvrant le droit à la subvention, soit a reçu l'accord écrit et signé du propriétaire ou du titulaire d'un autre droit réel emportant l'usage de la parcelle ouvrant le droit à la subvention. »;

b) dans le 2°, a), les mots « l'entreprise » sont remplacés par les mots « la personne morale »;

c) le 2°, c), est remplacé par ce qui suit :

« c) soit possède un droit de propriété ou est titulaire d'un autre droit réel emportant l'usage de la parcelle ouvrant le droit à la subvention, soit a reçu l'accord écrit et signé du propriétaire ou du titulaire d'un autre droit réel emportant l'usage de la parcelle ouvrant le droit à la subvention. »;

d) le 2°, d), est abrogé.

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° s'abstient de tout traitement phytopharmaceutique à moins d'un mètre du pied et sur les haies vives et les arbres et les arbustes subventionnés, y compris lors de travaux préparatoires, à l'exception, toujours en dernier recours, d'une part, des traitements localisés avec pulvérisateurs à lance ou à dos contre *Cirsium arvense*, *Carduus crispus*, *Cirsium vulgare*, *Rumex obtusifolius* et *Rumex crispus* et, d'autre part, lorsque l'utilisation des traitements localisés contre les espèces exotiques envahissantes s'inscrit dans un plan de lutte mené ou imposé par l'autorité publique dans le cadre du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes; »;

b) dans l'alinéa 1^{er}, entre le 1^o et le 2^o, il est inséré un 1^o/1, rédigé comme suit :

« 1^o/1 s'abstient de tout épandage de fertilisant minéral à moins d'un mètre du pied et sur les haies vives et les arbres et arbustes subventionnés; »;

c) l'alinéa 1^{er} est complété par un 5^o, rédigé comme suit :

« 5^o peut uniquement appliquer des fertilisants organiques lors des travaux préparatoires et pendant les trois premières années suivant la plantation. ».

Art. 5. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le 5^o est abrogé;

b) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 6^o, en zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, la longueur des plantations est d'au moins vingt mètres. »;

c) l'alinéa 6 est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, 4^o, du même arrêté, le mot « vingt » est remplacé par le mot « cinquante ».

Art. 7. Dans l'article 8 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« La subvention pour la plantation d'un verger est octroyée si :

1^o les espèces et variétés plantées sont choisies à concurrence de nonante pour cent minimum dans la liste établie par le Ministre, basée sur les variétés fruitières locales certifiées par l'Unité Biodiversité et Amélioration des plantes et forêt du Centre wallon de Recherches agronomiques de Gembloux;

2^o chaque plantation comporte au minimum cinq variétés plus une par tranche de vingt arbres;

3^o les plantations sont constituées d'un minimum de quinze arbres dont le tronc a une hauteur minimale d'un mètre quatre-vingts;

4^o la densité de plantation est comprise entre cinquante et cent-cinquante arbres par hectare, l'écartement entre les plants est de six mètres minimum et de trente mètres maximum. ».

Art. 8. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2^o, le mot « cinquante » est remplacé par le mot « vingt »;

b) le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o les plants sont distants les uns des autres d'au minimum huit mètres et de maximum douze mètres et sont maintenus par un tuteur; le tuteur n'est cependant pas obligatoire pour les cordons rivulaires; ».

Art. 9. L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Le montant de la subvention est calculé en fonction des montants forfaitaires mentionnés en annexe. ».

Art. 10. Dans l'article 12 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est abrogé.

Art. 11. A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« En outre, les photographies sont prises sous différents angles et permettent d'avoir une vue d'ensemble de l'élément planté, de le situer dans son environnement par le biais d'éléments topographiques artificiels ou naturels et de voir la longueur de l'espacement entre les plants. »;

b) l'alinéa 3 est remplacé par les trois alinéas suivants :

« Sous réserve d'un contrôle négatif du département réalisé en vertu de l'article 15, la réception de ces pièces justificatives, le cas échéant après avoir été complétées ou précisées conformément aux instructions du Département, permet la liquidation de la subvention.

La subvention n'est cependant acquise définitivement que lorsque les conditions suivantes sont réunies pendant trente ans à dater de la plantation :

1^o les travaux de plantation ou d'entretien ont été exécutés;

2^o le taux de reprise atteint au moins quatre-vingts pour cent des plants;

3^o la plantation est en bon état de végétation et suffisamment dégagée pour présenter de sérieuses garanties d'avenir;

4^o les travaux d'entretien sont de nature à pérenniser les espèces entretenues.

Ces conditions sont susceptibles de faire l'objet d'un contrôle conformément à ce que prévoit l'article 15 au même titre que les autres conditions prévues par le présent arrêté. »;

c) l'alinéa 4 ancien, devenu alinéa 6, est abrogé.

Art. 12. L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Le Département organise des contrôles administratifs et des contrôles sur place du respect des conditions de la subvention.

Du seul fait de l'introduction de sa demande, le bénéficiaire autorise le Département à visiter les lieux et à recourir sur le terrain à la vérification du respect des conditions de la subvention, après avertissement du bénéficiaire. L'opposition à ce contrôle conduit au refus de la liquidation. Si la subvention a déjà été liquidée, l'article 61, alinéa 1^{er}, 5^o, c), du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes est d'application. ».

Art. 13. L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. En cas de non-respect des conditions et obligations prévues par le présent arrêté, le Département invite le bénéficiaire à rectifier la situation.

Si cette rectification n'est pas intervenue dans l'année qui suit celle où elle a été sollicitée, la subvention ne peut être liquidée et, si celle-ci a déjà été liquidée, le bénéficiaire est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention dans les hypothèses et suivant les conditions prévues par l'article 61, alinéa 1^{er}, 5^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Le montant à rembourser est ajusté sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de la subvention. ».

Art. 14. Dans le même arrêté, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'aides introduites à dater du 15 octobre 2020.

Art. 16. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 octobre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards

« Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards

Annexe - Montants forfaitaires pris en charge par la Région wallonne pour une plantation ou un entretien réalisé par un particulier

	Plantation	Entretien
Alignements d'arbres et arbres têtards	6 euros par arbre acheté en pépinière 2 euros par bouture de saule	20 euros par arbre traité en « têtard »
Vergers	25 euros par arbre d'une variété faisant partie de la liste arrêtée par le ministre en vertu de l'article 8, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	
Haies	5 euros par mètre dans le cas d'une plantation mono-rang 7 euros par mètre dans le cas d'une plantation en deux rangs 9 euros par mètre dans le cas d'une plantation en trois rangs et plus avec un maximum de 10 mètres de largeur	
Taillis linéaires	1,5 euros par mètre dans le cas d'une plantation mono-rang 3 euros par mètre dans le cas d'une plantation en deux rangs 4 euros par mètre dans le cas d'une plantation en trois rangs et plus avec un maximum de 10 mètres de largeur	

Les montants mentionnés dans le tableau sont multipliés par un virgule cinq lorsque les travaux sont réalisés par une entreprise spécialisée pour le type de travaux concernés sans toutefois dépasser quatre-vingts pour cent du montant total des factures. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards.

Namur, le 15 octobre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/204325]

15. OKTOBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 37, abgeändert durch das Dekret vom 22. Mai 2008 und das Dekret vom 16. Februar 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen;

Aufgrund des Berichts vom 11. Mai 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 25. Mai 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Mai 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 29. Juni 2020 abgegebenen Gutachtens des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur";

Aufgrund des am 23. September 2020 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 67.840/4;

In Erwägung des Ziels der politischen Erklärung, wonach *"die Regierung insbesondere bestrebt sein wird, während der Legislaturperiode schrittweise ein funktionelles ökologisches Netz unter anderem durch [...] die Pflanzung von 4.000 km offener Hecken und/oder einer Million Bäume zu verwirklichen"*;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen einer der wichtigsten Hebel ist, um die Umsetzung dieses Ziels zu fördern;

In der Erwägung, dass Änderungen an diesem Erlass vorgenommen werden sollten, um einerseits die Verfahren für die Gewährung und Auszahlung von Subventionen zu vereinfachen und andererseits bestimmte Subventionsbeträge anzupassen, um sie attraktiver zu machen;

Auf Vorschlag der Ministerin für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Baumreihe: alle in einer einzigen Reihe oder in einer doppelten Reihe angepflanzten Bäume;

2° gekappter Baum: der Baum, dessen Morphologie verändert wird, indem der Stamm gekappt und die Triebe in regelmäßigen Abständen schrittweise gefällt werden, ausgehend von der Ebene, auf der der Stamm gekappt wurde;

3° Strauch: Gehölzpflanze, die im ausgewachsenen Zustand keine 7 m Höhe erreicht;

4° Abteilung: die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

5° entomophile Art: die durch Insekten bestäubte Pflanzenart;

6° lebende Hecke: alle Sträucher und Bäume, die in einem geringen Abstand voneinander angepflanzte werden, so dass sie eine dichte Reihe bilden, die hauptsächlich aus Sträuchern besteht, mit einer maximalen Breite von 10 Metern zwischen der Basis der Pflanzen, die in einer der folgenden Formen vorkommt:

a) die geschnittene Hecke ist die Hecke, die durch einen häufigen Schnitt auf einer bestimmten Breite und Höhe gehalten wird;

b) die freiwachsende Hecke ist die lebende Hecke unterschiedlicher Höhe und Breite, deren Wachstum nur durch einen gelegentlichen Schnitt eingeschränkt wird;

c) die Windschutzhecke ist die freiwachsende Hecke, die außer Sträuchern aus Bäumen besteht und die durch eine mehrreihige Anpflanzung dicht werden kann;

6° Ministerin: die Ministerin zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört;

7° Parzelle: die im Katasterplan angeführte Parzelle;

8° Reihe: die Reihe von Sträuchern oder Bäumen;

9° linearer Niederwald: die ein- oder mehrreihige Anpflanzung von Bäumen oder Sträuchern mit einer Breite von höchstens zehn Metern, die dazu bestimmt ist, zurückgeschnitten zu werden;

10° Obstgarten: die Anpflanzung von alten hochstämmigen Obstbaumsorten mit einer Mindeststammhöhe von 1m80."

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° die geplante Anpflanzung, die auf einem in einem Waldgebiet gelegenen Grundstück durchgeführt wird;"

b) in Absatz 1 Ziffer 4 wird die Wortfolge "mit oder" gestrichen;

c) Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"Für ein und denselben Gegenstand hat der Begünstigte nur Anrecht auf eine der durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Subventionierung: Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens oder Unterhalt von gekappten Bäumen.

Für denselben Gegenstand darf die im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährte Subvention nicht mit einer anderen Subvention kumuliert werden."

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"1° die natürliche Person, die entweder Inhaber eines Besitzrechts oder eines sonstigen dinglichen Rechts, das das Nutzungsrecht an der Parzelle, die das Anrecht auf die Subvention verleiht, mit sich bringt, ist, oder der die schriftliche und unterzeichnete Zusage des Eigentümers der auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Parzelle, die das Anrecht auf die Subvention verleiht, gewährt wurde;"

b) in Ziffer 2 a) wird die Wortfolge "den Betrieb" durch die Wortfolge "die juristische Person" ersetzt;

c) Ziffer 2 c) wird durch Folgendes ersetzt:

"c) oder Inhaber eines Besitzrechts oder eines sonstigen dinglichen Rechts, das das Nutzungsrecht an der Parzelle, die das Anrecht auf die Subvention verleiht, mit sich bringt, ist, oder der die schriftliche und unterzeichnete Zusage des Eigentümers der auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Parzelle, die das Anrecht auf die Subvention verleiht, gewährt wurde;"

b) Ziffer 2 d) wird aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° bringt in einer Entfernung von weniger als einem Meter von der Basis und auf den lebenden Hecken, Bäumen und Sträuchern, für die eine Subvention gewährt wird, keinerlei Pflanzenschutzmittel aus, einschließlich im Rahmen der vorbereitenden Arbeiten, mit Ausnahme - immer als letztes Mittel - einerseits von lokalen Behandlungen durch Sprühgeräte mit Zerstäublerlanze oder Rückenspritze gegen *Cirsium arvense*, *Carduus crispus*, *Cirsium vulgare*, *Rumex obtusifolius* und *Rumex crispus* und andererseits, wenn die Anwendung von lokalen Behandlungen gegen invasive gebietsfremde Arten Teil eines Bekämpfungsplans ist, der von der öffentlichen Behörde im Rahmen des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten durchgeführt oder auferlegt wird;"

b) in Absatz 1 wird zwischen die Ziffern 1 und 2 eine Ziffer 1°/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1°/1 bringt in einer Entfernung von weniger als einem Meter von der Basis und auf den lebenden Hecken, Bäumen und Sträuchern, für die eine Subvention gewährt wird, keinerlei mineralische Düngemittel aus;"

c) Absatz 1 wird durch die Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° darf nur während der vorbereitenden Arbeiten und in den ersten drei Jahren nach der Anpflanzung organische Düngemittel ausbringen."

Art. 5 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

b) in Absatz 1 wird Ziffer 5 aufgehoben;

b) Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 6 beträgt die Länge der Anpflanzungen in Wohngebieten und Wohngebieten mit ländlichem Charakter wenigstens zwanzig Meter;"

c) Absatz 6 wird aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 7 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Erlasses wird das Wort "zwanzig" durch das Wort "fünfzig" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch folgenden Absatz ersetzt:

"Die Subvention für die Anpflanzung eines Obstgartens wird gewährt, wenn:

1° mindestens neunzig Prozent der gepflanzten Arten und Sorten aus der durch den Minister festgelegten Liste ausgewählt werden, basierend auf den lokalen Obstsorten, die durch die Forschungseinheit "Biologische Vielfalt und Verbesserung der Pflanzen und Wälder" des Wallonischen Zentrums für Agrarforschung von Gembloux zertifiziert wurden;

2° jede Anpflanzung aus mindestens fünf Sorten besteht plus eine pro 20 Bäume;

3° die Anpflanzungen aus mindestens fünfzehn Bäumen bestehen, deren Stamm eine Mindesthöhe von einem Meter achtzig aufweist;

4° die Pflanzdichte zwischen fünfzig und hundertfünfzig Bäumen pro Hektar liegt und der Abstand zwischen den Pflanzen wenigstens sechs Meter und höchstens dreißig Meter beträgt."

Art. 8 - In Artikel 9 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 2 wird das Wort "fünfzig" durch das Wort "zwanzig" ersetzt;

b) Ziffer 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"4° die Pflanzen mindestens acht Meter und höchstens zwölf Meter voneinander entfernt gepflanzt werden und durch einen Stützpfeiler gehalten werden; für die Ufersäume ist der Stützpfeiler jedoch nicht obligatorisch;"

Art. 9 - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 11 - Der Betrag der Subvention wird auf der Grundlage der in dem Anhang angeführten Pauschalbeträge bestimmt."

Art. 10 - In Artikel 12 desselben Erlasses wird Absatz 1 aufgehoben.

Art. 11 - In Artikel 14 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 2 wird durch den folgenden Satz ergänzt:

„Darüber hinaus bieten die aus verschiedenen Winkeln aufgenommenen Fotografien einen Gesamtüberblick über das gepflanzte Element, stellen es mit Hilfe künstlicher oder natürlicher topografischer Elemente in seiner Umgebung dar und zeigen die Länge des Abstands zwischen den Pflanzen.“;

b) Absatz 3 wird durch die folgenden drei Absätze ersetzt:

„Vorbehaltlich einer negativen Kontrolle durch die Abteilung gemäß Artikel 15 ermöglicht der Eingang solcher Belege, nachdem sie gegebenenfalls gemäß den Anweisungen der Abteilung ergänzt oder präzisiert worden sind, die Auszahlung der Subvention.

Die Subvention wird jedoch nur dann endgültig erlangt, wenn die folgenden Bedingungen während eines Zeitraums von 30 Jahren ab dem Zeitpunkt der Anpflanzung erfüllt sind:

1° die Anpflanzungs- oder Unterhaltsarbeiten sind durchgeführt worden;

2° der Anteil der Anwurzelung beträgt mindestens achtzig Prozent der Pflanzen;

3° die Anpflanzung befindet sich in einem guten Vegetationszustand und steht ausreichend frei, um gute Zukunftsaussichten zu gewährleisten.

4° die Unterhaltsarbeiten tragen dazu bei, die unterhaltenen Arten dauerhaft zu erhalten.

Diese Bedingungen können in gleicher Weise wie die anderen in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen einer Kontrolle gemäß den Bestimmungen des Artikels 15 unterzogen werden.“;

c) der zum Absatz 6 gewordene Absatz 4 wird aufgehoben.

Art. 12 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 15 - Die Abteilung organisiert Verwaltungskontrollen und Kontrollen vor Ort zur Beachtung der Subventionsbedingungen.

Durch die alleinige Tatsache, dass er einen Antrag einreicht, erlaubt der Begünstigte der Abteilung das Gelände zu besichtigen und nach Benachrichtigung des Begünstigten die Überprüfung der Beachtung der Subventionsbedingungen an Ort und Stelle vorzunehmen. Ein Widerstand gegen diese Kontrolle führt zur Verweigerung der Auszahlung. Wurde die Subvention bereits ausgezahlt, gelangt Artikel 61 Absatz 1 Ziffer 5 Buchstabe c) des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten zur Anwendung.“.

Art. 13 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 16 - Im Falle der Nichteinhaltung der in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen und Verpflichtungen fordert die Abteilung den Begünstigten auf, die Situation zu berichtigen.

Wenn diese Berichtigung nicht innerhalb des Jahres nach dem Jahr, in dem sie verlangt wurde, vorgenommen wurde, kann die Subvention nicht ausgezahlt werden, und wenn sie bereits ausgezahlt wurde, ist der Begünstigte verpflichtet, den Betrag der Subvention in den Fällen und unter den Bedingungen, die in Artikel 61 Absatz 1 Ziffer 5 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten vorgesehen sind, unverzüglich zurückzuzahlen.

Der zurückzuzahlende Betrag wird auf der Grundlage des Index der Verbraucherpreise angepasst, wobei der Ausgangsindex der am Tag der Auszahlung der Subvention geltende Index ist.“.

Art. 14 - In demselben Erlass wird der Anhang durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang ersetzt.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass ist auf alle ab dem 15. Oktober 2020 eingereichten Beihilfeanträge anwendbar.

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Oktober 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 2020 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen.

„Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen

Anhang - Durch die Wallonische Region übernommene Pauschalbeträge für eine(n)
durch eine Privatperson durchgeführte(n) Anpflanzung oder Unterhalt

	Anpflanzung	Unterhalt
Baumreihen und gekappte Bäume	6 EUR pro in einer Baumschule gekaufter Baum 2 EUR pro Weidensteckling	20 EUR pro gekappter Baum

	Anplanting	Unterhalt
Obstgärten	25 EUR pro Baum einer Sorte, die in der vom Minister gemäß Artikel 8 Absatz 1 Ziffer 1 erstellten Liste aufgeführt ist	
Hecken	5 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in einer einzigen Reihe 7 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in zwei Reihen 9 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in drei Reihen und mehr bei einer Höchstbreite von 10 Metern	
Lineare Niederwälder	1,5 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in einer einzigen Reihe 3 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in zwei Reihen 4 EUR pro Meter bei einer Anpflanzung in drei Reihen und mehr bei einer Höchstbreite von 10 Metern	

Die in der Tabelle angeführten Beträge werden mit 1,5 multipliziert, wenn die Arbeiten durch ein auf diese Art von Arbeiten spezialisiertes Unternehmen durchgeführt werden, ohne dabei jedoch achtzig Prozent des Gesamtbetrags der Rechnungen zu überschreiten.“

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 2020 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Oktober 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/204325]

15 OKTOBER 2020. — Besluit tot van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 37, gewijzigd bij het decreet van 22 mei 2008 en het decreet van 16 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen;

Gelet op het rapport van 11 mei 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 mei 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 mei 2020;

Gelet op het advies van de Afdeling Natuur van de Beleidsgroep Landelijke aangelegenheden, gegeven op 29 juni 2020;

Gelet op advies nr. 67.840/4 van de Raad van State, gegeven op 23 september 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het beleidsdoel overeenkomstig de gewestelijke beleidsverklaring, waarin staat dat de Regering er met name op toe zal zien « *over de gehele regeerperiode geleidelijk een functioneel ecologisch net uit te bouwen, met name dankzij [...] de aanplanting van 4000 km hagen in open milieus en/of één miljoen bomen* »;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen één van de voornaamste hefbomen is om de omzetting van dit doel te bewerkstelligen;

Overwegende dat genoemd besluit gewijzigd dient te worden met het oog op, enerzijds, de vereenvoudiging van de procedures voor de toekenning en de vereffening van de subsidies en anderzijds de aanpassing van sommige subsidiebedragen om ze aantrekkelijker te maken;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen wordt vervangen door hetgeen volgt:

« Artikel 1. Voor de uitvoering van dit besluit en uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

2° bomenrij : bomen die op één enkele of op een dubbele rij staan;

2° knotboom : boom waarvan de vorm gewijzigd wordt door het knotten van de stam en het regel- en stelselmatig snoeien van de scheuten vanaf de geknotte stam;

3° struik : houtvormende plant die geen 7 m hoog reikt op volwassen leeftijd;

4° Departement : het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

5° entomofyle soort : plantensoort met bestuiving door insecten;

6° heg : verzameling inlandse struiken en bomen die op een korte afstand van elkaar geplant worden om een dichtbegroeide strook van hoofdzakelijk struiken te vormen die een perceel afzomen of in dat perceel staan. De heg kan meerdere vormen aannemen :

a) haag die op een bepaalde breedte en hoogte wordt gehouden door regelmatige snoeibeurten;

b) heg die in hoogte en breedte variabel is en waarvan de groei enkel beperkt wordt door occasionele snoeibeurten;

c) windscherm of heg die naast struiken bomen bevat en die door het aanplanten van meerdere rangen diep kan worden;

6° de Minister : de Minister die bevoegd is voor het natuurbehoud;

7° perceel : perceel opgenomen in het kadastraal plan;

8° rang : rij struiken of bomen;

9° houtwal : de aanplanting van één of meerdere rangen bomen of struiken, maximum tien meter breed, die via wortelsnoei onderhouden wordt;

10° boomgaard : aanplanting van voormalige hoogstammige fruitboomsoorten met een stam waarvan de minimumhoogte één meter tachtig bedraagt. ».

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt 1° vervangen als volgt:

« 1° het aanplantingsproject, uitgevoerd op een grond gelegen in bosgebied; »;

b) in lid 1, 4°, worden de woorden « met of » opgeheven;

c) het vierde lid wordt vervangen als volgt:

« Voor éénzelfde element heeft de subsidiegerechtigde slechts recht op één type subsidie, voortvloeiend uit dit besluit : aanplanting van een heg, een houtwal, een boomgaard of een bomenrij of het onderhoud van knotbomen.

Voor éénzelfde element kan de krachtens dit besluit toegekende subsidie niet samengevoegd worden met een andere subsidie. ».

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen als volgt:

« 1° de natuurlijke persoon die ofwel een eigendomsrecht bezit of houder is van een ander zakelijk recht met gebruik tot gevolg voor het perceel dat het recht op subsidie opent, ofwel de schriftelijke en ondertekende instemming gekregen heeft van de eigenaar of de houder van een ander zakelijk recht met gebruik tot gevolg voor het perceel dat het recht op subsidie opent. »;

b) in 2°), a), worden de woorden « de onderneming » vervangen door de woorden « de rechtspersoon »;

b) punt 2°, c), wordt vervangen als volgt:

« c) ofwel een eigendomsrecht bezit of houder is van een ander zakelijk recht met gebruik tot gevolg voor het perceel dat het recht op subsidie opent, ofwel de schriftelijke en ondertekende instemming gekregen heeft van de eigenaar of de houder van een ander zakelijk recht met gebruik tot gevolg voor het perceel dat het recht op subsidie opent. »;

d) punt 2°, d), wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt 1° vervangen als volgt:

« 1° ziet af van elk gebruik van fytofarmaceutische middelen op minder dan één meter van de voet van en op de heggen, hagen, bomen en struiken waarvoor hij een subsidie krijgt, eveneens tijdens de voorbereidende werken, behoudens in allerlaatste instantie, bij de gelokaliseerde behandeling met spuit- of rugsproeiers tegen *Cirsium arvense*, *Carduus crispus*, *Cirsium vulgare*, *Rumex obtusifolius* en *Rumex crispus*, en anderzijds wanneer de inzet van een gelokaliseerde behandeling tegen invasieve uitheemse soorten deel uitmaakt van een bestrijdingsplan gevoerd of opgelegd door de overheid in het kader van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten; »;

b) in lid 1, tussen 1° en 2°, wordt een 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 1°/1 ziet af van het spreiden van ongeacht welke meststof op minder dan één meter van de voet en op de heggen en de bomen en struiken die onder de subsidie vallen; »;

c) lid 1 wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

5° mag enkel organische meststoffen spreiden tijdens de voorbereidende werkzaamheden en tijdens de drie eerste jaren volgend op de aanplanting. ».

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1 wordt 5° opgeheven;

b) lid 3 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« In afwijking van lid 1, 6°, bedraagt de lengte van de aanplantingen in woongebied en in woongebied met een landelijk karakter minstens twintig meter. »;

c) lid 6 wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 7, lid 1, 4°, van hetzelfde besluit wordt het woord « twintig » vervangen door het woord « vijftig ».

Art. 7. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt lid 1 vervangen door volgend lid :

« De subsidie voor de aanplanting van een boomgaard wordt toegekend als:

1° de aangeplante soorten en variëteiten tegen minstens negentig percent worden gekozen uit de lijst vastgesteld door de Minister, gebaseerd op de plaatselijke fruitvariëteiten gecertificeerd door de « Unité Biodiversité et Amélioration des plantes et forêt » van het " Centre wallon de Recherches agronomiques " (Waals Centrum voor Agronomisch Onderzoek) van Gembloux;

2° elke aanplanting bevat minstens vijf variëteiten plus één per schijf van twintig bomen;

3° de aanplantingen worden gevormd door minstens vijftien bomen waarvan de stam een minimumhoogte heeft van één meter tachtig;

4° de aanplantingsdichtheid ligt verrat tussen vijftig en honderdvijftig bomen per hectare, de afstand tussen de scheuten bedraagt minstens zes, maximum dertig meter. ».

Art. 8. In artikel 9, lid 1, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 2° wordt het woord « vijftig » vervangen door het woord « twintig »;

b) 4° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 4° de onderlinge afstand tussen de scheuten bedraagt minstens acht, en maximum twaalf meter en de scheuten worden gestut; stutten zijn evenwel niet verplicht voor oeverlinten; ».

Art. 9. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 11. Het bedrag van de subsidie wordt berekend in functie van de forfaitaire bedragen vermeld in bijlage. ».

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt lid 1 opgeheven.

Art. 11. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) lid 2 wordt aangevuld met volgende volzin :

« Daarnaast worden deze foto's onder verschillende invalshoeken genomen en maken ze een totaalaanzicht op het aangeplante element mogelijk, evenals het situeren ervan in de omgeving via kunstmatige topografische elementen en het zichtbaar maken van de onderlinge aanplantafstanden. »;

b) lid 3 wordt vervangen door drie volgende leden :

« Behoudens een negatieve controle door het departement, uitgevoerd krachtens artikel 15, maakt de ontvangst van deze verantwoordingsstukken, in voorkomend geval na invulling en nadere precisering ervan overeenkomstig de instructies van het Departement, de vereffening van de subsidie mogelijk.

De subsidie staat evenwel pas definitief vast als volgende voorwaarden verenigd zijn gedurende dertig jaar te rekenen van de aanplanting :

1° de aanplantings- of onderhoudswerken zijn uitgevoerd;

2° het aangroei cijfer bedraagt minstens tachtig percent van de scheuten;

3° de aanplanting verkeert in een goede staat van groei en de planten zijn voldoende geschoten om een serieus toekomstperspectief te bieden;

4° de onderhoudswerken zijn erop gericht, de onderhouden soorten een blijvend karakter te verlenen.

Deze voorwaarden kunnen overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 gecontroleerd worden, op dezelfde titel als de andere voorwaarden bepaald bij dit besluit. »;

c) het voormalig lid 4, lid 6 geworden, wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 15. Het Departement organiseert administratieve controles en controles ter plaatse inzake de inachtneming van de subsidievoorwaarden.

Door de indiening van zijn aanvraag machtigt de subsidiegerechtigde het Departement ertoe, na eerstgenoemde erover te hebben ingelicht, een plaatsbezoek af te leggen en op het terrein na te gaan of de toekenningsvoorwaarden zijn nageleefd. Het verzet tegen deze controle leidt tot de weigering tot vereffening. Als de subsidie reeds vereffend is, is artikel 61, lid 1, 5°, c), van het decreet van 15 december 2011 van het Waals Parlement van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden van toepassing. ».

Art. 13. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 16. Bij niet-inachtneming van de voorwaarden en verplichtingen bepaald bij dit besluit verzoekt het Departement de subsidiegerechtigde, over te gaan tot een rechtzetting.

Als deze rechtzetting niet binnen het jaar geschiedt, volgend op het jaar waarin de subsidie is aangevraagd, kan ze niet worden vereffend en, als zij reeds is vereffend, is de subsidiegerechtigde ertoe verplicht het subsidiebedrag onverwijld terug te betalen in de hypothesen en volgens de voorwaarden bepaald bij artikel 61 van het decreet van het Waals Parlement van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden.

Het terug te betalen bedrag wordt aangepast op grond van het indexcijfer der consumptieprijzen, waarbij het aanvankelijk indexcijfer, het indexcijfer is dat van toepassing was op de datum van de betaling van de subsidie. ».

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 15. Dit besluit is van toepassing op alle steunaanvragen, ingediend te rekenen van 15 oktober 2020.

Art. 16. De Minister bevoegd voor het Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 oktober 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knobomen

« Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knobomen

Bijlage - forfaitaire bedragen die het Waalse Gewest uitbetaalt voor een aanplanting of een onderhoud door een particulier

	Aanplanting	Onderhoud
Bomenrijen en knobomen	6 euro per boom aangekocht bij een kweker 2 euro per wilgenschcut	20 euro per te knotten boom
Boomgaarden	25 euro per boom van een variëteit die deel uitmaakt van de lijst vastgesteld door de minister krachtens artikel 8, lid 1, 1°	
Hagen	5 euro per meter bij een aanplanting op één rij 7 euro per meter bij een aanplanting op twee rijen 9 euro par meter bij een aanplanting op drie rijen en meer met een maxim van tien meter breedte	
Houtwallen	1,5 euro per meter bij een aanplanting op één rij 3 euro per meter bij een aanplanting op twee rijen 4 euro par meter bij een aanplanting op drie rijen en meer met een maxim van tien meter breedte	

De bedragen vermeld in bovenstaande tabel worden met anderhalf vermenigvuldigd indien de werken uitgevoerd worden door een gespecialiseerd bedrijf voor dit type werkzaamheden, zonder tachtig percent van het totaalbedrag van de facturen te mogen overschrijden. ».

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knobomen

Namen, 15 oktober 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER